

MEDEF Actu-Eco - n° 328

Direction des études économiques

Semaine du 21 au 25 mai 2018



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Emploi au premier trimestre 2018** : hausse du taux de chômage à 8,9% en métropole (9,2% avec les DOM), maintien du taux d'emploi (65,7%) et progression du taux d'activité (72,2%)
2. **Créations d'entreprises en mars 2018** : nouvelle hausse sur un mois (+0,5%), franche augmentation sur un an au premier trimestre (17,0%)
3. **Crédits nouveaux au secteur privé en mars 2018** : accentuation de la baisse (-11,3% sur un an) toujours sous l'effet du repli des crédits à l'habitat (-30,1%), tassement des crédits aux entreprises
4. **Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en avril 2018** : baisse de la demande des PME et grandes entreprises
5. **Financement des ETI et des grandes entreprises en mai 2018** : légère amélioration des trésoreries d'entreprises malgré l'influence négative de la hausse des cours du pétrole

INTERNATIONAL

6. **Tendance récente des marchés** : bond des taux italiens à 10 ans et baisse de l'euro sous l'effet de l'incertitude politique, pétrole proche des 80 dollars.

1. Emploi au premier trimestre 2018 : hausse du taux de chômage à 8,9% en métropole (9,2% avec les DOM), maintien du taux d'emploi (65,7%) et progression du taux d'activité (72,2%)

* Selon les données encore provisoires de l'INSEE, *le taux de chômage, au sens du BIT* (Bureau International du Travail), *en France métropolitaine, aurait augmenté de +0,3 point au premier trimestre 2018 (+83 000 personnes)* après sa baisse de -0,7 point au quatrième trimestre 2017 (- 207 000 personnes). Il s'établirait ainsi à **8,9% de la population active** après avoir atteint son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2009 en fin d'année 2017. S'agissant de la France entière, y compris les DOM, il serait passé de 9,0% à 9,2% de la population active entre le quatrième trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. Sur un an, le taux de chômage aurait reculé de -0,4 point.

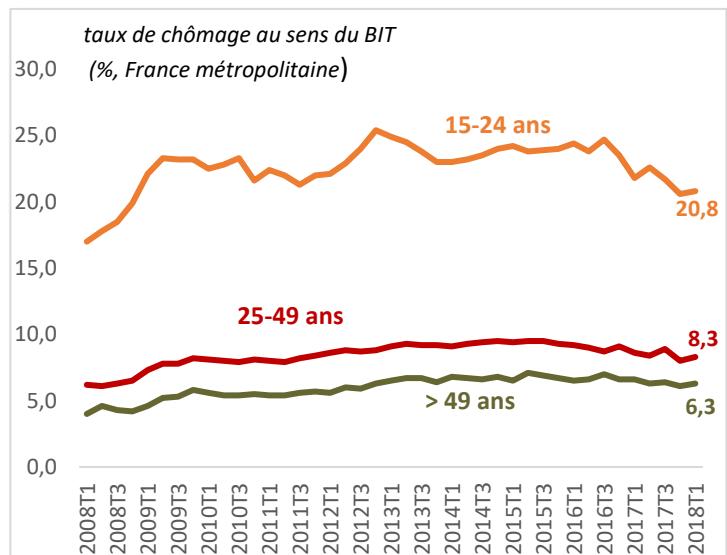
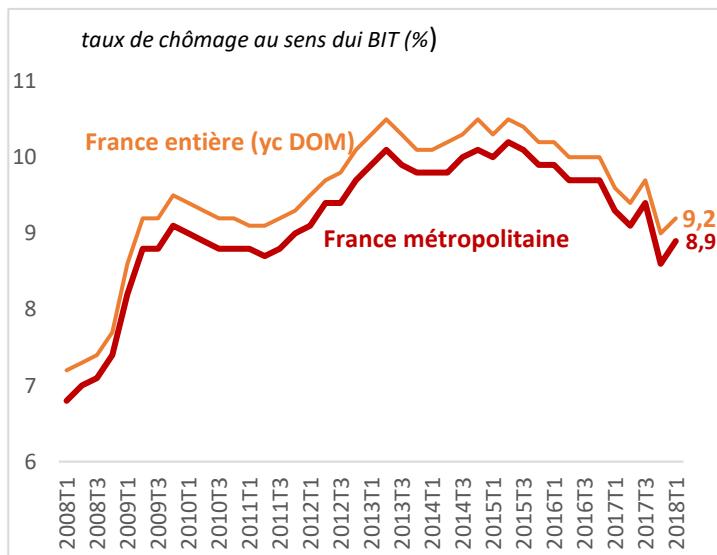
Cette remontée sur un trimestre du taux de chômage en France métropolitaine recouvrerait les évolutions suivantes :

- par genre : hausse du taux chômage chez les femmes (+0,6 point à 9,0%) et maintien chez les hommes (8,8%) ;

- par tranche d'âge : augmentation de +0,2 point pour les personnes âgées de moins de 25 ans et celles de plus de 50 ans ; hausse de +0,3 point pour les personnes dont l'âge est compris entre 25 et 49 ans.

* *Le taux de chômage de longue durée*, c'est-à-dire pour les personnes au chômage depuis un an ou plus, aurait diminué de -0,1 point (-0,5 point sur un an) à **3,6% de la population active**.

* Le *halo autour du chômage* (personnes inactives souhaitant un emploi sans être comptées comme chômeurs au sens du BIT) représenterait **1,5 million de personnes**, en baisse de -22 000 par rapport à la fin d'année 2017 et de -12 000 sur un an.



Source : INSEE, enquête Emploi

* *Le taux d'activité* (proportion d'actifs -occupés et chômeurs - dans la population des 15-64 ans) a progressé de **+0,2 point sur un trimestre pour s'établir à 72,2% de la population active**.

Cette hausse sur un trimestre concernerait plus les hommes que les femmes (respectivement +0,4 point et +0,2 point) et les personnes dont l'âge est compris entre 25 et 49 ans. S'agissant des personnes âgées de plus de 50 ans, le taux d'activité a diminué de -0,1 point.

* Dans le même temps, *le taux d'emploi* (proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler) *serait demeuré stable à 65,7%*. Il aurait augmenté chez les hommes (+0,1 point) et se serait maintenu chez les femmes. Il aurait progressé en particulier pour les personnes âgées entre 25 et 49 ans.

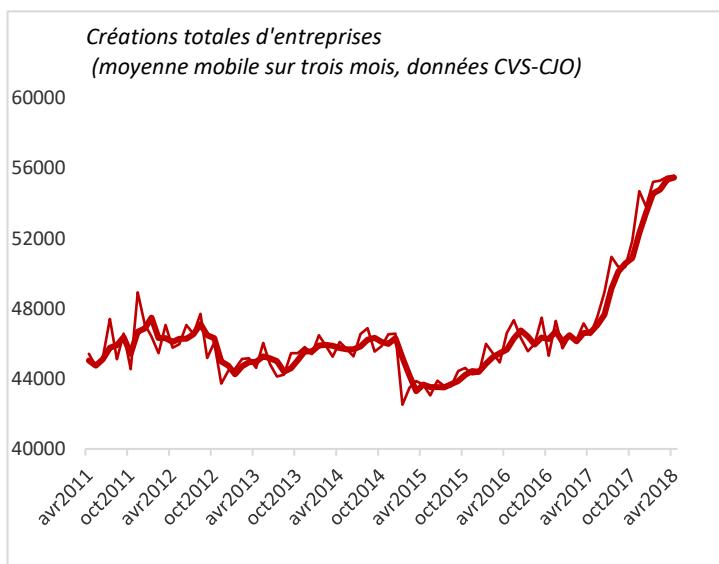
Emploi, chômage et activité au sens du BIT en France métropolitaine dans la population* de 15 à 64 ans

%	T1 2017	T2 2017	T3 2017	T4 2017	T1 2018 (p)
Personnes en emploi (= taux d'emploi)	64,7	65,4	65,1	65,7	65,7
15-24 ans	28,6	28,9	29,1	29,9	29,8
25-49 ans	80,2	80,9	80,6	81,0	81,0
50-64 ans	60,9	61,6	61,3	62,1	62,4
<i>dont : 55-64 ans</i>	50,8	51,5	51,1	52,2	52,3
Hommes	68,4	68,9	68,8	69,3	69,4
Femmes	61,3	61,9	61,5	62,2	62,2
Personnes au chômage (= taux de chômage)	9,3	9,1	9,3	8,6	8,9
15-24 ans	21,8	22,6	21,7	20,6	20,8
25-49 ans	8,6	8,4	8,9	8,0	8,3
50-64 ans	6,6	6,3	6,4	6,1	6,3
<i>dont : 55-64 ans</i>	-	-	-	-	-
Hommes	9,2	9,2	9,4	8,8	8,8
Femmes	9,3	9,0	9,3	8,4	9,0
Personnes actives (= taux d'activité)	71,4	71,9	71,9	72,0	72,2
15-24 ans	36,6	37,3	37,2	37,6	37,7
25-49 ans	87,8	88,3	88,4	88,0	88,4
50-64 ans	65,3	65,8	65,6	66,4	66,3
<i>dont : 55-64 ans</i>	54,5	54,8	54,6	55,7	55,6
Hommes	75,3	76,0	76,1	76,1	76,2
Femmes	67,6	68,0	67,9	68,0	68,4

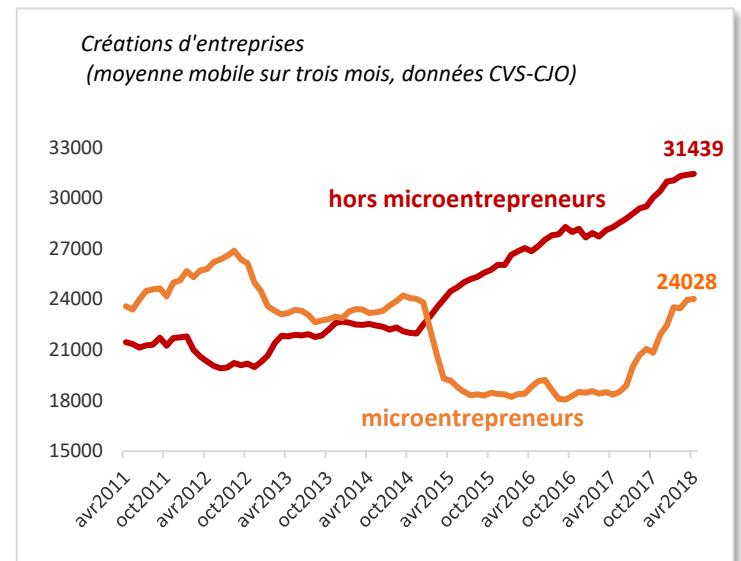
Source : INSEE, * population active pour le taux de chômage

2. Créations d'entreprises en mars 2018 : nouvelle hausse sur un mois (+0,5%), franche augmentation sur un an au premier trimestre (+17,0%)

* *Les créations d'entreprises, tous types confondus, ont été quasi-stables en avril 2018 (+0,1% en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, après +0,4% en mars). Les immatriculations de micro-entrepreneurs ont continué de progresser (+1,4% après +0,7%) tandis que les créations d'entreprises classiques ont reculé (-0,9% après +0,2%).*



* *Sur les trois derniers mois connus (février, mars et avril), le nombre de créations d'entreprises en données brutes a progressé de +17,9% par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente.* Cette progression recouvre une franche hausse des immatriculations de micro-entrepreneurs (+29,3%) et des créations d'entreprises individuelles (+25,5%). Les créations de sociétés ont en revanche légèrement reculé (-0,2%).



Source : INSEE

Par grande famille d'activité, toujours sur les trois derniers mois connus et en données brutes, on constate une accélération des créations d'entreprises dans tous les secteurs à l'exception des activités financières et d'assurance (-1,5%) :

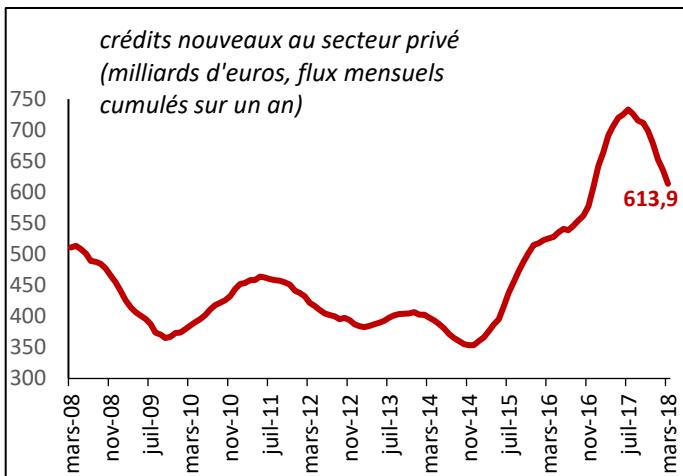
- dans *l'industrie manufacturière*, les créations ont augmenté de +17,2% et constituent 3,8% du total des créations ;
- les créations d'entreprises dans *le secteur des activités immobilières* ont fortement progressé (+22,0%). Elles représentent près de 4,0% du total des créations ;
- dans le secteur du *soutien aux entreprises*, les créations ont progressé de +21,4% : ce secteur d'activité regroupe près d'une création d'entreprise sur quatre ;

- les créations dans la *construction* ont accéléré par rapport à février (+11,2%) et continuent de représenter un peu plus de 10% des créations ;
- dans le secteur de *l'hébergement et restauration*, les créations sont demeurées contenues (+6,8%) et pèsent pour 5,1% du total.

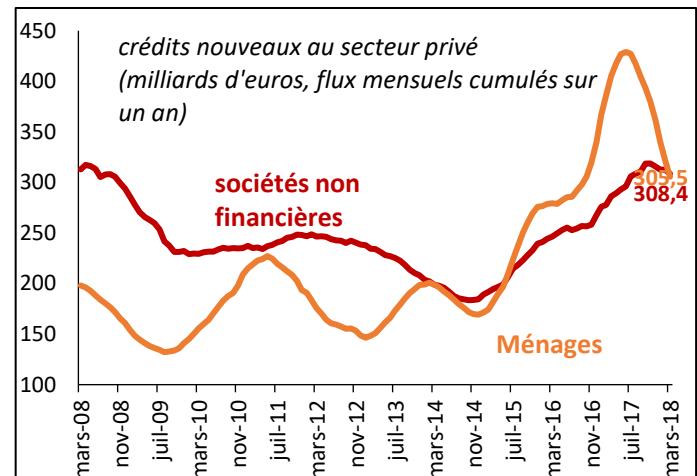
* Sur les douze derniers mois (mars 2017- avril 2018), **628 557 entreprises ont été créées** (en cumul), **soit +12,5% en glissement annuel**. Cet accroissement a été principalement porté par les immatriculations de micro-entrepreneurs (+19,4%) qui ont constitué plus de 42,0% du total des créations et par les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+14,3%) qui ont représenté un peu plus d'une création sur quatre. Les créations de sociétés ont également augmenté mais dans une proportion moindre (+3,2%, une création sur trois).

3. Crédits nouveaux au secteur privé en mars 2018 : accentuation de la baisse (-11,3% sur un an) toujours sous l'effet du repli des crédits à l'habitat (-30,1%), tassement des crédits aux entreprises

* Après être passé en territoire négatif pour la première fois depuis avril 2015 le mois dernier, **la production de crédits nouveaux au secteur privé** (flux mensuels cumulés sur un an) **s'est une nouvelle fois repliée en mars 2018** (baisse de -11,3% après -4,3%),



pour atteindre 613,9 milliards d'euros. Depuis le point haut atteint en juillet 2017, le montant des crédits nouveaux a diminué de près de 120 milliards d'euros.



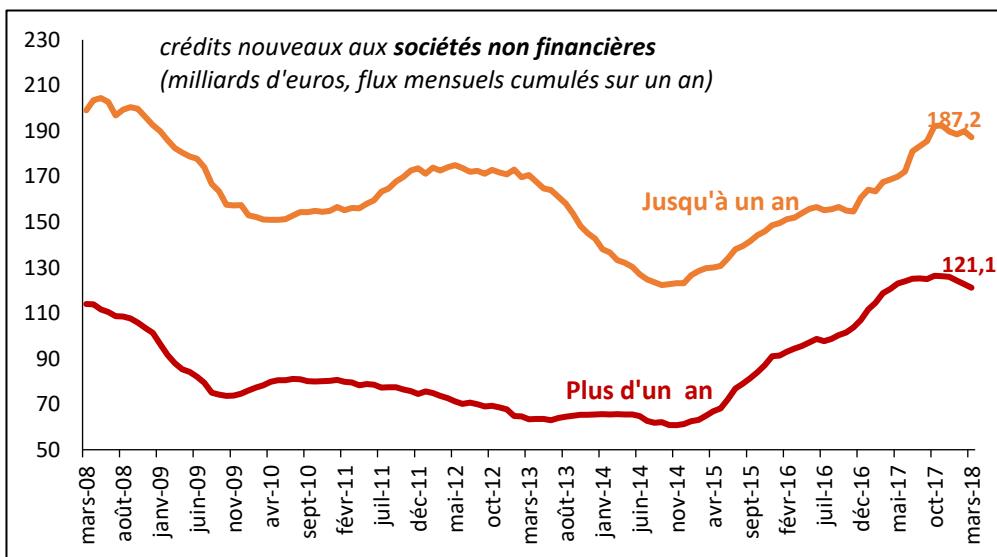
Source : Banque de France

* Les **crédits nouveaux aux sociétés non financières** ont ralenti, ne progressant que de +7,7% entre mars 2017 et mars 2018 après +12,5% le mois précédent. La production nouvelle de crédits s'est élevée à 308,4 milliards d'euros demeurant ainsi proche des niveaux historiquement hauts **depuis juin 2006**.

La progression **des crédits nouveaux à plus d'un an**, c'est-à-dire pour une bonne part ceux destinés à

financer les projets d'investissement, a continué de se tasser (+2,0% soit sa hausse la moins soutenue depuis avril 2015 contre +7,2% en février) : ces crédits représentent 39,3% des crédits accordés par les banques aux sociétés non financières.

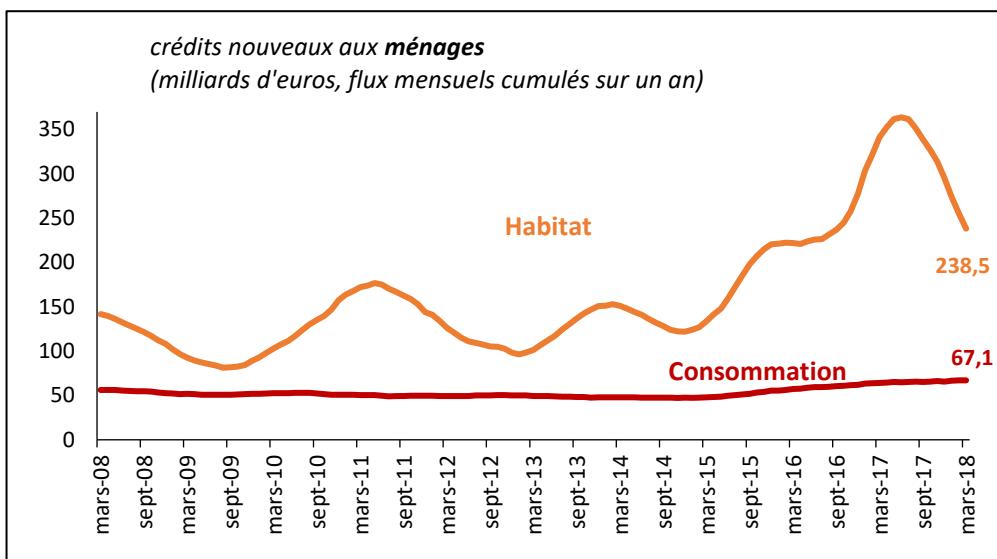
Le montant des **crédits jusqu'à un an** a ralenti pour le cinquième mois consécutif (+11,2% après +16,2% en février) pour atteindre 187,2 milliards d'euros.



Source : Banque de France

* Pour le troisième mois consécutif, les **crédits nouveaux aux ménages** ont diminué (-24,6% après -16,4%) : cela n'était plus arrivé depuis avril 2015. Cette évolution s'explique par le repli de -30,1% de

la production nouvelle de **crédits à l'habitat** (78,0% du total des crédits accordés aux ménages) tandis que celle de **crédits à la consommation** est demeurée positive (+4,2%).



Source : Banque de France

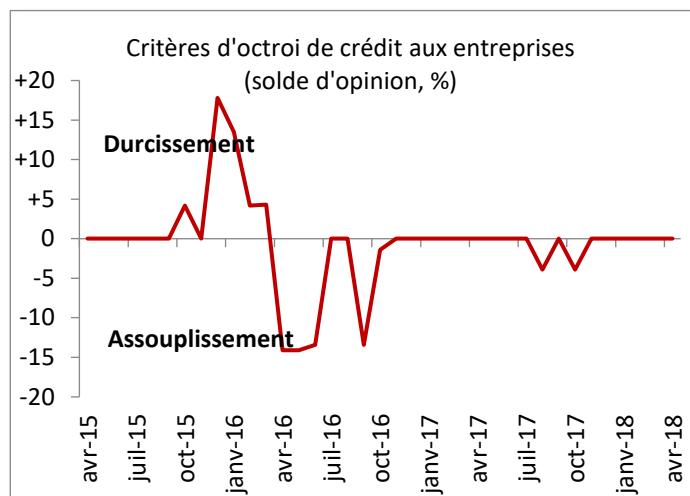
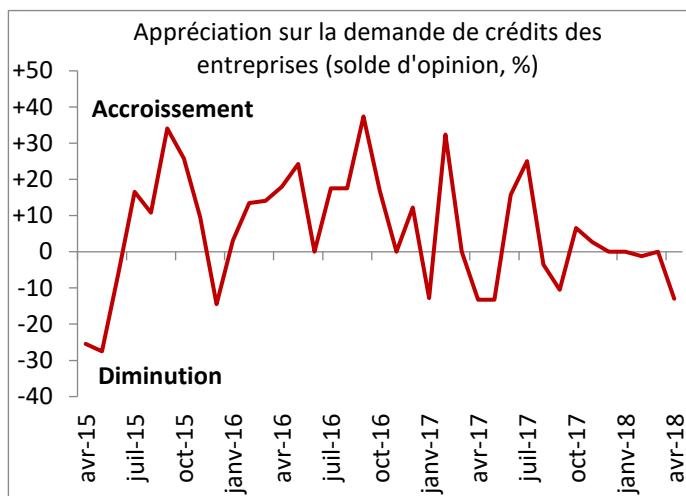
4. Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en avril 2018 : baisse de la demande des PME et grandes entreprises

* La dernière enquête mensuelle de la Banque de France auprès des établissements de crédits suggère **une baisse de la demande de crédits des entreprises en avril 2018**.

Un peu plus de 12% des établissements de crédits interrogés ont indiqué que la demande de crédits des

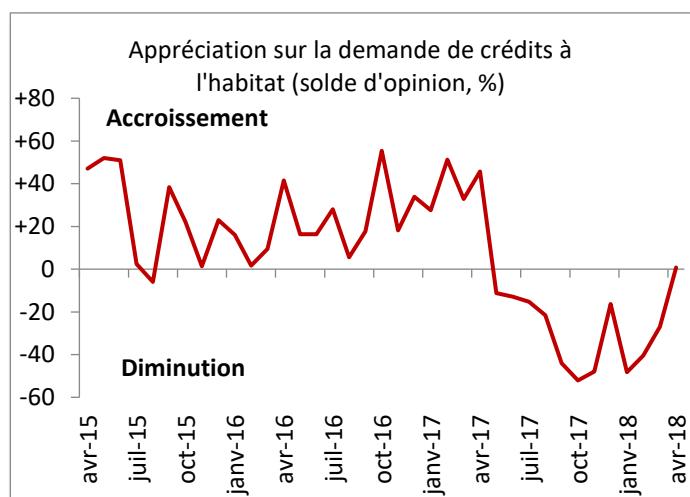
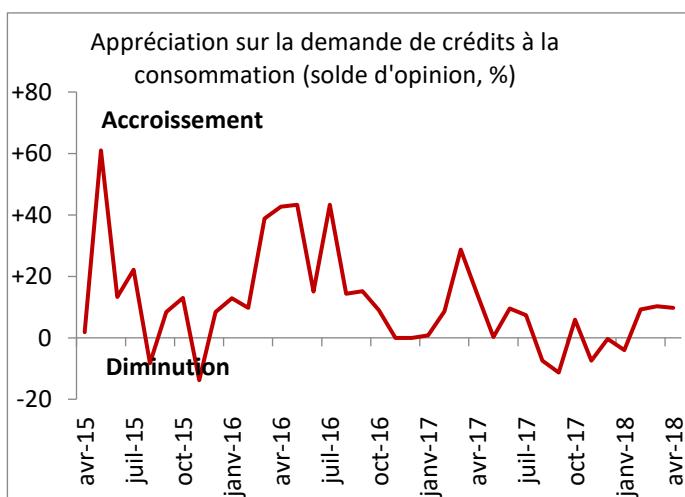
PME avait diminué. S'agissant de la demande de crédits des grandes entreprises, elle a été perçue en baisse par quasiment 18% des banques interrogées.

Simultanément, l'ensemble des établissements de crédits interrogés ont indiqué une stabilité des conditions d'octroi.



Source : Banque de France

* S'agissant des ménages, **la demande de crédits à la consommation** a été perçue en hausse par environ 10% des banques interrogées. **La demande de crédits à l'habitat a été perçu stable** par l'ensemble des établissements interrogés, marquant ainsi une rupture avec les onze derniers mois où elle était perçue en baisse.



Source : Banque de France

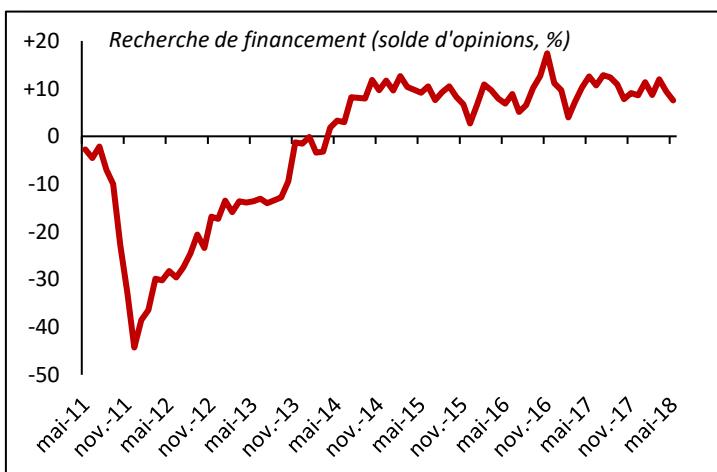
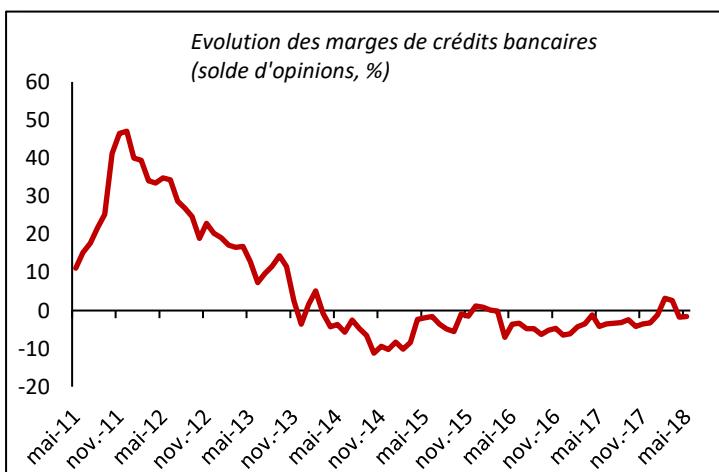
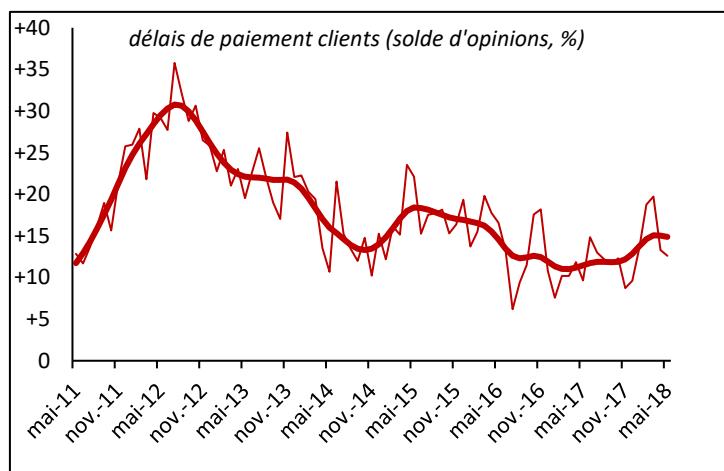
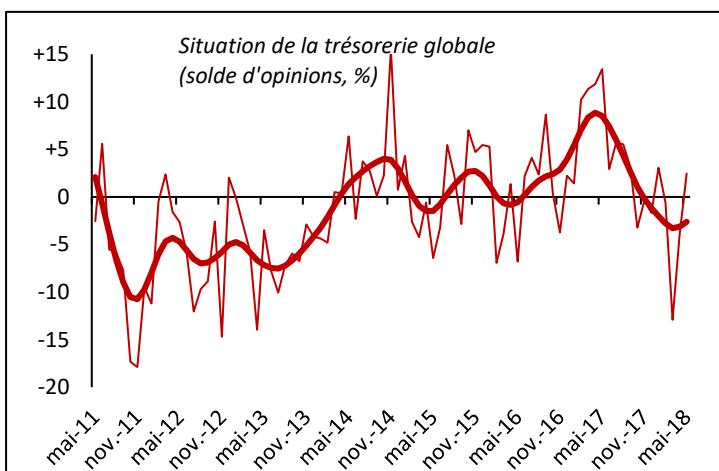
5. Financement des ETI et des grandes entreprises en mai 2018 : légère amélioration des trésoreries d'entreprises malgré l'influence négative de la hausse des cours du pétrole

La dernière enquête réalisée par *l'Association française des trésoriers d'entreprises (AFTE) et Coe-Rexecode* auprès des trésoriers d'entreprise (ETI d'au moins 500 salariés et grandes entreprises) témoigne des appréciations suivantes en **mai 2018** :

- s'agissant de la **trésorerie globale des entreprises**, après cinq mois consécutifs de perception plutôt négative, **le nombre de trésoriers qui estiment que la trésorerie globale de leur entreprise s'est améliorée serait légèrement supérieur à celui considérant qu'elle s'est dégradée**. Cette inversion qui « *n'avait pas du tout été anticipée par les trésoriers* » ne serait pas attribuable à l'évolution des variables exogènes que sont les prix des matières

premières et le change dont l'influence serait demeurée négative ;

- les **délais de paiement des clients se seraient réduits pour le deuxième mois consécutif**. Cette baisse des délais « *a pu exercer une influence positive sur les trésoreries* » ;
- comme en avril, les opinions sur les **marges des crédits bancaires auraient légèrement reculé** après avoir un peu remonté en février et mars ;
- **le solde des opinions sur la recherche de financements se serait légèrement effrité** tout en demeurant très positif selon une majorité des trésoriers (cela depuis plus de trois ans).



Sources : AFTE et Coe-Rexecode

6. Tendance de la semaine sur les marchés : bond des taux italiens à 10 ans et baisse de l'euro sous l'effet de l'incertitude politique, pétrole proche des 80 dollars

